



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU HAUT RHIN

Direction Régionale  
de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement

Unité Départementale du Haut Rhin  
Equipe GT

Mulhouse, le 18 janvier 2017

**Objet :** Installations classées pour la protection de l'environnement:

- Sté PROTECHNIC – CERNAY
- mise à jour des prescriptions

**PJ :** Projet d'arrêté de prescriptions complémentaires

<p style="text-align: center;"><b>RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES RAPPORT en CODERST</b></p>
---

**I : Objet du rapport**

La Sté PROTECHNIC exploite à Cernay une activité de transformation de matières plastiques et d'impression (*héliographie*).

L'exploitation des activités est autorisée depuis le 25 avril 1995 (*autorisation d'exploiter*).

Les 2 seules activités soumises à Autorisation au titre des installations classées sont :

- l'installation de chauffe et utilisation de fluide caloporteur,
- l'activité d'impression.

Depuis 1995, diverses modifications sont intervenues sur le site, **notamment** :

- une augmentation de l'activité d'impression,
- une augmentation de la quantité de liquide caloporteur,
- la création de nouveaux bâtiments et la modification du périmètre d'exploitation (*acquisition d'une partie des bâtiments de la Sté ETC*),
- l'augmentation des stockages de matières plastiques,
- la modification du parc des installations de travail de matière plastique.

Les diverses modifications d'exploitation successives ont, pour la majorité, été portées à la connaissance de l'inspection, sans pour autant faire l'objet d'une mise à jour des prescriptions d'exploiter.

Lors d'une visite d'inspection de l'établissement en 2015, il est apparu nécessaire que l'exploitant dépose un dossier technique de mise à jour/régularisation des diverses modifications intervenues sur le site depuis son dossier de demande d'autorisation d'exploiter de mai 1994 complété ; il a adressé au préfet :

- un dossier technique de mise à jour/régularisation le 18 décembre 2015 (*dépôt préfecture le 22 décembre 2015*),
- un complément le 12 décembre 2016 (*dépôt préfecture le 23 décembre 2016*).

## II : Situation administrative de l'établissement

### II-1 : Les activités de l'établissement

De façon globale, les activités exploitées sont des activités de travail de polymères et d'impression ; au sein de l'établissement sont exploités 2 principaux secteurs d'activité :

- **secteur impression, dit « DECOPLAST »** : Sur une base en matière plastique (*généralement un film non fabriqué sur le site*), l'exploitant procède à une activité d'impression (*héliogravure*) avec 2 rotatives (*CERUTTI et WINDMOELLER*).
- **Secteur Thermocollant, dit « THERMOPLAST »** : A partir de granulés de colles thermoplastiques (*polymères*), l'exploitant procède à une activité d'extrusion. Le produit extrudé est sous forme de voile (*machines WEB1, WEB2 et WEB3*), de grilles (*machines TX1 et TX4*) ou de film (*machine BLOWN*). Le produit fini est un produit thermocollant. Il est ensuite découpé et mis en bobines.

Diverses activités connexes sont exploitées sur le site, pour l'essentiel :

- les stockages de matières premières (*des matières plastiques, des encres, des solvants*),
- les stockages de produits finis (*des bobines de voile, de grille, de film en matières plastiques, des produits imprimés*),
- des activités de découpe et mise en bobines,
- une «cuisine couleur » pour la préparation des encres,
- une unité de lavage des cylindres de rotatives (*produit lessiviel*),
- une unité de lavage au solvant des fûts et outils de rotatives,
- des installations de compression non classées,
- des installations de combustion non classées,
- un épurateur thermique pour le traitement des effluents gazeux chargés en COV.

### II-2 : Situation administrative actuelle de l'établissement

Les activités du site relèvent déjà du régime de l'Autorisation (*point sur la situation administrative en annexe du présent rapport*) ; les activités actuelles et les seuils associés sont cités en annexe du présent rapport.

Les diverses évolutions et modifications intervenues sur le site depuis l'arrêté d'autorisation d'exploiter du 25 avril 1995 n'ont jamais été considérées comme substantielles ou suffisamment importantes pour demander à l'exploitant de déposer une nouvelle demande d'autorisation d'exploiter.

Compte tenu du classement du site sous la rubrique 3670 (*Traitement de surface de matières, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organiques, notamment pour les opérations d'apprêt, d'impression, de couchage, de dégraissage, d'imperméabilisation, de collage, de peinture, de nettoyage ou d'imprégnation, avec une capacité de consommation de solvant organique supérieure à 150 kilogrammes par heure ou à 200 tonnes par an*), ce dernier relève de la réglementation européenne IED. L'exploitant doit respecter les meilleures techniques disponibles décrites dans le document BREF associé à cette rubrique (**STS- Traitement de surface utilisant des solvants**). Il doit par ailleurs procéder au réexamen de ses conditions d'exploiter à chaque révision de ce document (article R.515-71 du Code de l'Environnement). Ces dispositions sont reprises dans le projet de prescriptions ci-joint.

## III : Examen de la demande de mise à jour/régularisation et Observations de l'inspection

Les principales évolutions depuis l'arrêté d'autorisation d'exploiter du 25 avril 1995 concernent notamment :

- une augmentation de l'activité d'impression (*héliographie*),
- une augmentation de la quantité de liquide caloporteur,
- la création de nouveaux bâtiments et la modification du périmètre d'exploitation (*acquisition d'une partie des bâtiments de la Sté ETC*),
- l'augmentation des stockages de matières plastiques et de produits finis,
- la modification du parc des installations de travail de matière plastique.

Malgré les augmentations de seuils d'exploitation (*voir les nouveaux seuils d'activité en annexe*), les 2 seules activités qui continuent à relever du régime de l'autorisation au titre des installations classées sont :

- l'utilisation d'un procédé de chauffe pour le fluide caloporteur,
- l'activité d'impression.

### **III-1 : Augmentation de l'activité de chauffe et d'utilisation de fluide caloporteur**

L'arrêté d'autorisation d'exploiter du 25 avril 1995 fait état d'une quantité de liquide caloporteur de 3000 litres ; le dossier technique de mise à jour/régularisation fait état d'une quantité de liquide de 4500 litres.

Les procédés de chauffe utilisant un fluide caloporteur ne sont pas visés à l'arrêté ministériel du 15 décembre 2009 fixant les seuils et critères pour lesquels il est considéré que la modification est substantielle et qu'elle nécessite une nouvelle autorisation d'exploiter. Par ailleurs l'augmentation de la quantité de liquide caloporteur utilisé ne crée pas d'impact ou danger supplémentaires à ceux étudiés dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter de mai 1994 complété.

En conséquence, il n'y a pas lieu de demander à l'exploitant de déposer une nouvelle demande d'autorisation d'exploiter pour l'augmentation de cette activité ; il peut être statué sur cette augmentation par arrêté de prescriptions complémentaires (R512-33).

### **III-2 : Augmentation de l'activité d'impression et de la consommation en solvant**

#### **► Activité d'Impression** (*rubrique actuelle de la nomenclature : 2450 ; ancienne rubrique 238*)

L'arrêté d'autorisation d'exploiter du 25 avril 1995 autorise l'activité d'impression (*rubrique 238-1*), mais aucun seuil d'activité n'est précisé.

Dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter de Mai 1994 complété, il est signalé que les consommations annuelles de produits sont de :

- 22 tonnes d'encre et vernis,
- 51,75 tonnes de solvants.

La quantité totale de produits consommés était donc de 73, 75 t/an.

Sur la base de 230 jours d'activité par an, l'activité était d'environ 320,60 kg d'encre et solvant/j.

Le dossier technique de mise à jour/régularisation fait état des consommations suivantes :

- encre (*40 % d'extrait sec*) : 60,42 t/an,
- solvant neuf : 128,67 t/an,
- solvant recyclé : 78 t/an.

Pour le calcul de la consommation annuelle en solvant, le guide de réalisation d'un Plan de Gestion de Solvant (PGS) précise qu'il est tenu compte de la quantité de solvants organiques achetée et utilisée dans l'installation sur une période de 12 mois, diminuée de la quantité de solvants organiques récupérée et destinée à être régénérée en externe en vue de leur utilisation ; il n'y a donc pas lieu de comptabiliser les 78 t/an de solvant recyclé.

La consommation actuelle de produit dont il doit être tenu compte est donc de 189,09 t d'encre et solvant/an.

Sur la base de 230 j d'activité par an, l'activité est de 822,20 kg/j.

L'activité d'impression est passée de 320,60 kg/j à 822,20 kg/j.

#### **► Examen de l'augmentation d'activité d'impression par rapport à la notion d'augmentation substantielle.**

L'arrêté ministériel du 15 décembre 2009 prévoit qu'une augmentation de l'activité d'utilisation de solvant (*rubrique 3670 : activité de traitement de surface utilisant des solvants*) est considérée comme substantielle si :

- l'augmentation de la consommation en solvant est de plus de 200 t/an,
- l'augmentation de la consommation horaire en solvant est de plus de 150 kg/h.

### **Augmentation de la consommation annuelle en solvants**

Les encres et vernis dont fait état le dossier de demande d'autorisation de mai 1994 complété sont des produits à 30-40 % d'extrait sec.

La quantité de solvants utilisée sur le site était donc de :

- 60/70 % de 22 tonnes d'encre et vernis (*de l'ordre de 15 tonnes de solvant*),
  - 51,75 tonnes de solvant neuf,
- soit 66,75 tonnes de solvant/an.

Le dossier technique de mise à jour/régularisation fait état des consommations suivantes :

- encre (*40 % d'extrait sec*) : 60,42 t/an, soit donc 36,25 tonnes de solvant/an,
  - solvant neuf pour l'activité d'impression : 128,67 t/an (*les solvants recyclés ne sont toujours pas pris en compte*),
  - solvant neuf pour l'activité de lavage de fûts (*lavage au solvant*) : 14,20 tonnes/an,
- soit une consommation annuelle totale de 179,12 tonnes de solvant/an.

L'augmentation de la consommation en solvant est donc d'environ 112,40 tonnes/an.

L'augmentation est inférieure à 200 tonnes/an ; elle n'est pas substantielle.

### **Augmentation de la consommation horaire en solvants**

Dans le dossier de demande d'autorisation de mai 1994 complété, il est fait état de 3 heures d'activité d'impression/jour.

Sur la base d'une consommation annuelle de solvant de 66,75 tonnes, la consommation horaire est donc estimée à environ 97 kg.

Le dossier technique de mise à jour/régularisation fait état d'une activité d'impression de 13,2 heures/jour (*l'activité de lavage de fûts est en circuit fermé et les solvants sont recyclés*) ; en conséquence :

- la consommation annuelle en solvant pour l'impression est de 164,92 tonnes,
- le nombre de jour d'activité : 230 j/an,
- la consommation quotidienne en solvant : 717 kg,
- la consommation horaire en solvant : 54,32 kg/j.

La consommation horaire, pour l'activité d'impression passe de 97 kg/h à 54,32 kg/h ; il n'y a pas d'augmentation de cette consommation horaire.

La diminution de la consommation horaire résulte d'une augmentation de l'activité d'impression ; à noter toutefois que la totalité des émissions de solvant est captée et traitée sur un épurateur thermique. Compte tenu des performances de l'épurateur thermique, même avec une activité consommant annuellement plus de solvant, les émissions en COV sont moindres que celles autorisées par l'arrêté d'autorisation de 1995 ; pour ce point la modification d'exploitation n'est donc pas à considérer comme substantielle.

Par ailleurs, les émissions en solvants respectent les normes d'émission associées aux meilleures techniques disponibles concernant l'activité.

**En conclusion**, même si l'activité d'impression et d'utilisation de solvant a augmenté de façon importante depuis l'arrêté d'autorisation d'exploiter du 25 avril 1995, elle n'est pas substantielle ; il peut être statué sur cette augmentation d'activité par arrêté de prescriptions complémentaires (R512-33).

### **► Situation par rapport à la rubrique IED de la nomenclature (rub 3670)**

La rubrique 3670 de la nomenclature des installations classées ne fait pas état de la consommation annuelle de produits (*encre et solvant*), ni de la consommation annuelle de solvant, mais de la «**capacité de consommation en solvant**».

**Activité 3670** « *Traitement de surface de matières à l'aide de solvants organiques notamment pour les opérations d'apprêt, d'impression, de couchage, de dégraissage, d'imperméabilisation, de collage, de peinture, de nettoyage ou d'imprégnation, avec une capacité de consommation de solvant organique supérieure à 150 kilogrammes par heure ou à 200 tonnes par an* ».

Les solvants utilisés sur le site sont :

- les solvants utilisés au sein de l'activité d'impression ,
- les solvants utilisés pour l'activité de lavage des fûts.

Les capacités de consommation énoncées par l'exploitant sont :

- l'installation de lavage de fût : 14,20 t/an (*les solvants sont recyclés puis réutilisés*),
- les installations d'impression : 248 tonnes/an.

Ces points ont déjà été portés à la connaissance du préfet en juillet 2014.

Les installations d'utilisation de solvant ont donc une **capacité** de consommation de solvant de l'ordre de 257,20 t/an ; ces activités (*impression, lavage de fûts*) sont classées au titre de la rubrique 3670.

### III-3 : Evolution des bâtiments

Depuis l'arrêté d'autorisation d'exploiter le site à évolué, ainsi notamment que les réseaux d'évacuation d'eaux pluviales.

#### Les bâtiments :

Bâtiments	Installations ou équipements
Bâtiment THERMOPLAST	Bâtiment industriel historique et existant avant 1994 Diverses cellules communicantes : – les machines d'extrusion WEB1, WEB2 et WEB3 ( <i>extrusion voile</i> ) – les machines TX1 et TX4 ( <i>extrusion grille</i> ) – des machines découpe de produits finis – des stockages intermédiaires ( <i>matières premières, papier, produits finis</i> )
Local LOCABRI	Local mis en place en 2001 Stockage de produits finis ( <i>matières plastiques</i> )
Bâtiment M4	Bâtiment construit en 1999 Stockage mixte de matières leres et produits finis ( <i>matières plastiques</i> )
Bâtiment DECOPLAST	Bâtiment industriel historique et existant avant 1994 Toiture refaite en 2000 Diverses cellules communicantes : – atelier machine d'impression WINDMOELLER – atelier machine d'impression CERUTTI – unité de lavage ( <i>produits lessiviels</i> ) des cylindres de rotatives – cellule LAMINATEUR et GRAINEUSE KELLER-DORIAN, – « cuisine couleur » ( <i>préparation des encres, unité de malaxage des encres, unité de lavage au solvant des fûts</i> ) – petit laboratoire d'essai impression – cellule spécifique de stockage « Solvants et Encres »
Local de stockage des encres	Accolé à la partie Ouest du bâtiment DECOPLAST Construit en 2002
Secteur « EPURATEUR »	Epurateur thermique BABCOK mis en place en 2009 et fonctionnant au gaz
Bâtiment BLOWN-M5	Bâtiment construit en 2014 : - <b>1 cellule de stockage</b> mixte de matières plastiques ( <i>matières leres et produits finis</i> ) - dite M5

	<p><b>- 1 cellule d'extrusion/regranulation</b> dite cellule «extrusion BLOWN-regranulation » pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● l'extrudeuse verticale BLOWN 1 (<i>extrusion film</i>)</li> <li>● l'unité de re-granulation des chutes de films en matières plastiques issues de l'extrudeuse BLOWN 1,</li> <li>● une zone de stockage de 160 m<sup>2</sup> pour les chutes de films de matières plastiques issues de l'activité BLOWN, à re-granuler ; le volume de chutes de film plastique à traiter est d'au maximum 50 m<sup>3</sup>.</li> </ul>
Bâtiment FRISOMAT	<p>Bâtiment construit en 2002</p> <p>Stockage de déchets :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- conteneurs d'eaux de nettoyage souillées (<i>produits lessiviels</i>)</li> <li>- conteneurs de solvants souillés</li> </ul>

Le périmètre d'autorisation a évolué.

Les bâtiments également.

Il y a lieu de mettre à jour les prescriptions d'exploiter sur ce point.

### Les réseaux :

Les réseaux d'évacuation ont évolué sur le site depuis l'arrêté d'autorisation d'exploiter.

Par ailleurs, l'exploitant n'est plus source de rejets aqueux industriels (*les rejets/eaux de lavage sont récupérés et traités*).

De façon générale le site génère :

Des eaux sanitaires	<ul style="list-style-type: none"> <li>- les anciens bâtiments (<i>côté au Sud du canal usinier</i>) sont assainis par 2 fosses septiques ; les eaux traitées sont rejetées au canal usinier qui traverse le site (<i>le canal usinier rejoint la THUR</i>)</li> <li>- les locaux au Nord du canal usinier (<i>les bureaux administratifs, le TECHcenter, les locaux sociaux ...</i>) sont assainis vers le réseau d'assainissement communal.</li> </ul>
Des eaux pluviales	<p>Les eaux pluviales sont assainies de plusieurs façons :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la majeure partie des eaux pluviales de ruissellement (<i>sol, toiture</i>) est infiltrée au droit du site (<i>soit en puits filtrants, soit en tranchées drainantes</i>),</li> <li>- préalablement à leur infiltration, les eaux de ruissellement de sol sont traitées sur décanteurs/séparateurs</li> <li>- certaines eaux pluviales de ruissellement sont rejetées au canal usinier</li> </ul>
Des eaux industrielles	Aucun rejet industriel aqueux

Les actuelles prescriptions de l'arrêté d'autorisation d'exploiter doivent être précisées et complétées afin notamment de :

- clarifier les réseaux de rejets,
- fixer les critères de qualité et de contrôle.

### III-4 : Augmentation des stockages de matières plastiques et de produits finis

#### III-4-1 : Régime de classement et conditions d'entreposage

Le stockage des matières plastiques est actuellement visé à l'arrêté d'autorisation d'exploiter sous la rubrique 2662.

Depuis l'arrêté d'autorisation d'exploiter la nomenclature a évolué, notamment depuis 2000, et il existe à ce jour :

- une rubrique 2662 : stockage de polymères (*cette rubrique concerne plus spécialement les matières premières – granulés de plastiques*),

- une rubrique 2663 : le stockage de produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de matières plastiques (*cette rubrique concerne plus particulièrement les produits finis*).

Sur le site, depuis l'arrêté d'autorisation d'exploiter, les stockages de matières plastiques et produits finis en matière plastique ont augmenté ; la majeure partie des évolutions a été portée à la connaissance du préfet ; actuellement les activités de stockages de matières plastiques (2662) et produits à base de matières plastiques (2663) continuent à relever du régime de la Déclaration et sont essentiellement exercées dans 3 bâtiments :

- bâtiment M4 construit en 1999,
- local LOCABRI construit en 2001,
- cellule M5 du bâtiment « M5-BLOWN » construit en 2014.

Hormis le LOCABRI qui n'est affecté qu'à du stockage de produits finis, les 2 autres locaux de stockage stockent dans une même cellule des matières plastiques (rubrique 2662) et des produits finis (rubrique 2663), alors qu'il est généralement recommandé que ces 2 catégories soient plutôt stockées dans des locaux séparés par un mur coupe-feu 2 heures.

L'exploitant a mis à jour son étude de danger, pour tenir compte :

- de l'évolution de ces bâtiments de stockage,
- du fait qu'il stocke dans le bâtiment M4 et dans la cellule M5 du bâtiment « M5-BLOWN » des matières premières et des produits finis ,
- des flux thermiques générés par les locaux de stockage en cas d'incendie (*calcul FLUMILOG*).

Les conclusions de la mise à jour de l'étude de danger sont que :

- même si dans le bâtiment M4 et la cellule M5 du bâtiment « BLOWN-M5 » les produits classés en rubriques 2662 et 2663 de la nomenclature des installations classées ne sont pas stockés dans des cellules séparées par un mur coupe-feu 2 heures dépassant en toiture et latéralement, les flux thermiques ne sont pas à l'origine d'un risque de propagation d'incendie aux autres bâtiments du site et à un dépassement des limites du site et qu'il n'y a pas lieu de devoir séparer physiquement les stockages,
- même si le volume de produits stockés dans le bâtiment LOCABRI (*exclusivement des produits finis*) est inférieur au seuil de classement de la rubrique 2663, les rayons de flux thermiques 3 et 5 kW/m<sup>2</sup> dépassent légèrement la limite Est du site industriel ; toutefois :
  - les terrains impactés sont des terrains du périmètre industriel de la Sté ETC,
  - ils ne sont utilisés qu'à des fins de stationnement de véhicules,
  - la Sté PROTECHNIC s'est rapprochée de la Sté ETC pour ce point.

D'un point de vue réglementaire, le dossier technique de mise à jour/régularisation fait un point précis sur l'évolution des stockages :

- il doit en être tenu compte,
- il y a lieu de limiter le volume cumulé de matières plastiques (*rubrique 2662*) et de produits finis en matières plastiques (*rubrique 2663*), au regard des quantités prises en compte par la mise à jour de l'étude de dangers (*et plus particulièrement les calculs FLUMILOG*),
- il y a lieu de fixer des conditions d'aménagement des stockages.

Les modifications de prescriptions sont traitées dans le cadre de l'article R512-33 du code de l'environnement.

### III-4-2 : Séparation des activités d'entreposage avec les autres activités

**Bâtiment M4** - Le bâtiment, affecté au stockage de matières plastiques et produits finis en matières plastiques a été construit en 1999 :

- toutes ces parois sont coupe-feu 2 heures,
- il est séparé du bâtiment d'impression DECOPLAST, auquel il est accolé, par un mur coupe-feu 2 heures.

**Bâtiment « M5- BLOWN »** - Le bâtiment a été construit en 2014 et il est composé de 2 cellules :

- la cellule M5 affectée au stockage de matières plastiques et produits finis en matières plastiques,
- la cellule « extrusion BLOWN-regranulation » affectée à l'extrudeuse verticale BLOWN (*film plastique*), à une unité de re-granulation des chutes de films plastiques associée à son stockage de chutes de films.

A la réalisation de ce bâtiment, il n'était pas prévu que le volume de matières plastiques et produits en matières plastiques soit important, aussi l'exploitant, même s'il a séparé les 2 cellules par un mur CF 2 heures, n'a pas prolongé ce mur en toiture et latéralement, comme le prévoit la réglementation en termes de limitation du risque d'aggravation d'un incendie, dans le cas des activités classées.

Compte tenu du volume de l'activité de stockage actuellement réalisée et envisagée par l'exploitant dans la cellule de stockage M5, mais également du fait que l'activité d'extrusion BLOWN est classée, il est prévu une mise en conformité de ce mur au cours de l'année 2017.

### III-5 : Modification du parc des installations de travail de matière plastique

Le dossier de demande d'autorisation d'exploiter de mai 1994 complété fait état de diverses machines d'extrusion pour la création de voile et de grille thermocollants. L'arrêté d'autorisation d'exploiter fait état d'une activité relevant du régime Déclaration pour un seuil d'activité de 2 t/jour.

Le parc des machines a évolué au fil du temps ; il est actuellement composé :

<ul style="list-style-type: none"> <li>- les machines WEB1, WEB2 et WEB3 (<i>extrusion voile</i>)</li> <li>- les machines TX1 et TX4 (<i>extrusion grille</i>)</li> <li>- les machines découpe de produits finis</li> </ul>	Bâtiment THERMOPLAST
<ul style="list-style-type: none"> <li>- l'extrudeuse verticale BLOWN 1 (<i>extrusion film</i>)</li> <li>- l'unité de re-granulation des chutes de films en matières plastiques issues de l'extrudeuse BLOWN</li> </ul>	Cellule « extrusion BLOWN-regranulation »

Les machines d'extrusion relèvent de la rubrique 2661-1.

La capacité cumulée de traitement est de 8,8 tonnes/jour.

L'activité continue de relever du régime de la Déclaration.

Il y a lieu de mettre à jour diverses prescriptions actuellement imposées et notamment compte tenu de l'évolution des textes réglementaires.

Les machines de travail mécanique relèvent de la rubrique 2661-2.

La capacité de traitement est de l'ordre de 100 kg/j.

L'activité n'est pas classable.

### III-6 : Divers

L'examen du dossier technique de mise à jour/régularisation met en évidence :

- certaines non-conformités auxquelles il convient de remédier,
- la nécessité d'imposer des prescriptions complémentaires afin de limiter et mieux réglementer l'impact des activités de l'établissement,
- la nécessité de clarifier certaines prescriptions d'exploiter.

Des échéances de réalisation sont proposées ; pour l'essentiel :



/	Points traités	échéances
Points de non-conformité	Hauteur des conduits de rejets non-conforme : - pour les extrudeuses du bâtiment THERMOPLAST	31 décembre 2020
	Hauteur des conduits de rejets non-conforme : - pour la double graineuse KELLER-DORIAN dans le bâtiment DECOPLAST	31 juillet 2018
	Hauteur des conduits de rejets non-conforme : - pour l'extrudeuse de bâtiment « M5-BLOWN » construit en 2014	31 juillet 2018
	Hauteur du conduit de rejet de l'épurateur thermique non conforme du fait de la hauteur d'une partie de la cellule « extrusion BLOWN-re-granulation » construite en 2014	31 juillet 2018
	Mur CF 2 heures du bâtiment « M5-BLOWN » ne dépassant ni en toiture ni latéralement pour séparer la cellule de stockage M5 de la cellule « extrusion BLOWN-regranulation »	31 décembre 2017
	Mise en œuvre d'aménagements pour associer un volume de rétention à des aires particulières ( <i>dépotage des citernes routières, déchargement/chargement de produits liquides ou pâteux</i> )	31 juillet 2017
	Mise en œuvre d'aménagements pour le confinement (350 m³) d'eaux d'extinction incendie au droit du bâtiment DECOPLAST	31 mars 2018
Prescriptions complémentaires	Réalisation de travaux/Mise en œuvre d'aménagements pour éviter tout rejet possible d'eaux d'extinction incendie dans le canal usinier, partiellement aérien en entrée et sortie du site	30 juin 2017
	Mesures prises pour éviter toute infiltration d'eau d'extinction incendie ( <i>possibilité de confiner globalement sur le site 660 m³ d'eaux d'extinction incendie</i> )	31 mars 2018
	Mise en œuvre d'un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines	30 septembre 2018
Nécessite de clarifier les prescriptions imposées	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La liste des activités et les seuils autorisés</li> <li>- La rubrique 3670</li> <li>- l'identification des émissaires (<i>gazeux et des rejets aqueux</i>)</li> <li>- Les valeurs limites de qualité des rejets aqueux et gazeux</li> <li>- Les dispositions de contrôle,</li> <li>- Les prescriptions en termes de production et stockage de déchets</li> <li>- Les limites de valeurs de l'impact sonore et les dispositions de contrôle</li> <li>- Les dispositions en termes de lutte contre l'incendie</li> <li>- Les règles d'aménagement et de stockage des matières plastiques et produits finis</li> <li>- Le suivi de la qualité des eaux souterraines</li> <li>- Les échéances de transmissions des résultats de contrôle</li> <li>- Les pièces annexes et les plans</li> </ul>	/

### III-7 : Garanties financières pour la mise en sécurité

L'activité 3670, pour laquelle la Sté PROTECHNIC est également classée «*Traitement de surface de matières, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organiques, avec une capacité de consommation de solvant organique supérieure à 150 kg/heure ou à 200 tonnes/an.*» est visée à l'annexe I de l'arrêté ministériel du 3 mai 2012 modifié fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de garanties financières pour la mise en sécurité (*art R516-1-5° du code de l'environnement*) :

- les modalités de détermination et d'actualisation des garanties financières pour la mise en sécurité sont déterminées par un arrêté ministériel du 31 mai 2012,
- l'article R516-1-5° prévoit que l'obligation de constitution de garanties financières ne s'applique pas lorsque le montant de ces garanties financières est inférieur à 100 000 €.

L'estimation du montant de ces garanties financières de mise en sécurité tient compte notamment de :

- la gestion des produits dangereux liés à l'activité classée,
- la gestion et l'élimination des déchets, dangereux et non dangereux,
- l'élimination de cuves de carburant enterrées sur le site (*ce point ne concerne pas la Sté PROTECHNIC*),
- l'étude sol en cas de cessation définitive d'activité et la surveillance de la qualité des eaux souterraines,
- le dispositif de clôture, le panneautage et la surveillance du site.

La Sté PROTECHNIC a fait une estimation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité (*lettre et document de calcul du 9 janvier 2017*) ; le montant actualisé est estimé à 73 175 euros. **L'exploitant n'a donc pas d'obligation de constitution des garanties financières. Il devra cependant réviser ce montant à chaque modification de ses conditions d'exploiter susceptible de l'impacter, et constituer la garantie en cas de dépassement du seuil libératoire. Par ailleurs, tout changement d'exploitant du site est soumis à autorisation préfectorale préalable.**

Il est fait état de ces dispositions au chapitre 1-6 et à l'article 1-7-5 : garanties financières et changement d'exploitant du projet d'arrêté ci-joint.

#### **IV- Propositions de l'inspection**

Les modifications réalisées depuis l'arrêté d'autorisation ne sont pas substantielles et ne nécessitent pas qu'une nouvelle demande d'autorisation d'exploiter soit déposée.

La demande de mise à jour/régularisation des activités sollicitée par l'exploitant entre dans le cadre de l'article R512-33 du code de l'environnement.

Suite à l'examen de ce dossier, il apparaît qu'il s'avère nécessaire de remettre à jour les prescriptions de l'arrêté d'autorisation d'exploiter du 25 avril 1995.

Ci joint un arrêté de prescriptions complémentaires rédigé en ce sens, pris dans le cadre de l'article R512-31 du code de l'environnement.

Par ailleurs, compte tenu des multiples modifications intervenues dans les prescriptions depuis l'arrêté d'autorisation d'exploiter du 25 avril 1995 susvisé, il est également apparu nécessaire, tant pour l'inspection que l'exploitant, de codifier toutes les prescriptions dans un document unique qui abroge les prescriptions de l'arrêté d'autorisation initial.

Ce projet de prescriptions doit être soumis à l'avis du CODERST.

L'Inspecteur des Installations Classées  
Inspecteur de l'Environnement

## ANNEXE

### I- Situation administrative actuelle de l'établissement

#### I-1 Textes et documents réglementant et autorisant les activités

Les activités du site relèvent déjà du régime de l'Autorisation :

- arrêté d'autorisation d'exploiter n°950665 du 25 avril 1995 (autorisation d'exploiter),
- lettre préfectorale du 4 juillet 2000, suite au dépôt d'un dossier de mise à jour (Janvier 2000) concernant principalement :
  - la modification/remplacement de certaines machines,
  - la modification du stockage d'hydrocarbures,
  - la modification du stockage de matières plastiques,
- lettre préfectorale du 15 décembre 2008 : bilan de la situation administrative compte tenu de l'évolution de certaines activités (*prise en compte du préfet, mais pas de modification des prescriptions*),
- lettre préfectorale du 4 août 2014 faisant le point sur le bénéfice de l'antériorité au titre de diverses rubriques de la nomenclature.

#### I-2 Situation actuelle des activités

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé
2915-1a	A	Procédé de chauffage utilisant fluide caloporteur	- PE fluide : 255 °C et temp. utilisation : 260 °C - quantité totale de fluide : 4500 l	4500 l
2450-2a	A	Atelier de reproduction graphique sur tout support telles que matières plastiques, textiles,... ( <i>quantité totale de produits consommés pour revêtir le support</i> )	<b>Secteur DECOPLAST:</b> 2 rotatives d'impression ( <i>héliogravure</i> ) : CERUTTI et WINDMOELLER : — conso. encre à 40 % d'extrait sec : 60,42 t/an (36,25 t/an de solvant), — conso. solvant neuf : 128,67 t/an (*),  soit une <b>consommation</b> quotidienne totale d' <b>encre et solvant</b> : 822,20 kg/j (189,10 tonnes/an ; 230 jours d'activités).  (*): <i>quantité de solvants organiques achetée et utilisée dans l'installation sur une période de 12 mois, diminuée de la quantité de solvants organiques récupérée et destinée à être régénérée en externe en vue de leur utilisation.</i>	822,20 kg/j
3670	A	Traitement de surface de matières, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organiques, avec une <b>capacité de consommation de solvant</b> organique supérieure à : - 150 kilogrammes par heure - ou à 200 tonnes par an.	Opérations de ( <i>capacité de consommation</i> ) : - impression ( <i>héliogravure</i> ) : 243 tonnes, - nettoyage ( <i>nettoyage des fûts</i> ) : 14,20 tonnes.  ( <i>nota : dans le DDAE Septembre 1994, la consommation annuelle de solvant était estimée à 66,75 t/an</i> ).	257,20 t/an
2661-1c	D	Matières plastiques ( <i>Transformation par procédés exigeant des conditions particulières de température ou pression</i> )	Activité <b>THERMOPLAST : extrusion/ bâtiment THERMOPLAST/</b> ● machines WEB1, WEB2, WEB3, ● machines TX1, TX4 <b>total : 4,9 t/j</b>  Activité <b>BLOWN : extrusion/bâtiment BLOWN-M5</b> ( <i>bâtiment de 2000 m² construit en 2015</i> ) : - machine BLOWN 1 (2015) : <b>3,9 t/j</b>	8,8 t/j
2662-3	D	Polymères ( <i>stockage</i> )	<b>dépôts de matières plastiques (matières leres)</b> - bâtiment THERMOPLAST ( <i>construit avant 1994</i> ) :	871 m3

			20/30 m <sup>3</sup> - bâtiment de stockage M4 ( <i>construit en 1999/2000</i> ): au maximum 398 m <sup>3</sup> - cellule M5 du bâtiment BLOWN-M5 ( <i>construit en 2015</i> ) : au maximum 443 m <sup>3</sup> <b>total : au maximum 871 m<sup>3</sup></b>	
2663-2c	D	Produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de matières plastiques ( <i>stockage</i> )	<b>dépôts de matières plastiques (<i>produits finis</i>)</b> - bâtiment de stockage M4 ( <i>construit en 1999/2000</i> ): au maximum 1070 m <sup>3</sup> , - local LOCABRI ( <i>mis en place en 2001</i> ) : au maximum 455 m <sup>3</sup> , - cellule M5 du bâtiment BLOWN-M5 : au maximum 1085 m <sup>3</sup> . <b>total : au maximum 2610 m<sup>3</sup></b>	2610 m <sup>3</sup>
2661-2	NC	Matières plastiques ( <i>Transformation par procédés mécaniques</i> )	Installation de re-granulation de film plastique	100 kg/j
2910-A	NC	Installations de combustion	- 1 chaudière ( <i>LOOS</i> ) gaz : 450 kW - 1 chaudière ( <i>bâtiment BLOWN-M5</i> ) : 100 kW - divers aérothermes : 668 kW total : 1,218 MW  <b>nota</b> : l'installation d'épuration thermique ( <i>BABCOCK</i> ) non classable au titre de la rubrique	1,218 MW
2920	NC	Installation de compression	Totalité des compresseurs du site	46 kW
2640-2	NC	Colorants et pigments ( <i>Emploi de</i> )	- 400 kg/an - 1,75 kg/j	
4331	NC	Dépôt de liquides inflammables	- catégorie 2 : ● 4 citernes ( <i>MEC, Acétate d'éthyle, Acétate d'isopropyle, Ethanol</i> ) pour un poids total cumulé de 10,10 t ; ● fûts ( <i>encres neuves</i> ) : 13 t ; ● fûts ( <i>encres mélangées réutilisables dans l'activité d'impression du site</i> ) : 18 t ; ● dans les installations : 2 t	43,10 T
4718	NC	Dépôt de gaz combustible	23 bouteilles de 13 kg ( <i>propane</i> )	299 kg
/	NC	Unité de nettoyage de fûts au solvant	14,20 tonnes/an	14,20 t/an

A (Autorisation) ; D (Déclaration); NC (Non Classé)